

LES TRANSPORTS—LA DEMANDE DE CRÉDITS DE LA PART DES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE POUR L'AMÉLIORATION DE LA ROUTE TRANSCANADIENNE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):**

Monsieur l'Orateur, je voudrais expliciter brièvement ce soir la question que j'ai posée le 2 décembre dernier au ministre des transports (M. Lang), à la suite de la demande pressante des ministres des transports de la région Atlantique qui souhaitent une amélioration des routes chez eux. Cependant, bien que cela puisse paraître égoïste, je m'inquiète particulièrement de la détérioration de ce qu'on ne peut qu'appeler la Transcanadienne de quatrième catégorie qui traverse la région où j'habite, l'ouest de Terre-Neuve, surtout entre Port-aux-Basques, Saint-Georges, Stephenville, Corner Brook et Deer Lake. Ces cinq localités constituent la région urbanisée de l'ouest de Terre-Neuve. Cette région fait elle aussi partie du Canada.

Cette partie de la Transcanadienne et les autres voies d'approche constituent l'essentiel d'un réseau routier, infrastructure économique nécessaire à l'ouest de Terre-Neuve. Bien que je me rende compte que ces développements doivent s'intégrer à un plan général de transport pour la province, la surutilisation extrême du réseau actuel a atteint des proportions alarmantes. Cette surutilisation est due au fait que le transport ferroviaire des marchandises s'est détérioré au point où les industries de base ont dû songer au transport routier pour préserver leur compétitivité sur les marchés éloignés, et je songe notamment à notre industrie des pâtes et papier et aux fabriques de carton doublure de Corner Brook et Stephenville. Le nombre de camions-remorques qui empruntent les grandes routes s'est élevé au point où il constitue un risque pour les voitures ordinaires dont le nombre a également augmenté au cours des années passées. A moins que l'on dresse des plans d'urgence, nous regretterons tous ce qui va sans doute arriver.

Ce qui m'exaspère devant les lenteurs du gouvernement, c'est qu'en dépit des études sans nombre entreprises pour examiner les problèmes de transport, on prévoit maintenant d'autres délais suite à la désignation d'une commission royale d'enquête chargée d'étudier encore une fois les problèmes de transport dans ma province alors que tout récemment, en 1974, on a publié une volumineuse étude sur le corridor routier transterre-neuvien. J'oublie le nombre de volumes, mais le volume C sur la route Transcanadienne, donne une idée d'ensemble des conditions, des besoins, des coûts et des avantages espérés. On y entre dans tous les détails, ce que le temps ne me permet pas de faire ce soir. Aussi, je me demande pourquoi, avant d'agir, le gouvernement doit attendre les résultats d'une autre étude.

J'en suis d'autant plus déçu que je sais pertinemment que l'histoire aurait dû nous apprendre à tous une leçon fondamentale, soit qu'un système de transport convenable est essentiel au développement d'une région, à l'exploitation de ses ressources. Cependant, j'ai été encore plus irrité de lire aujourd'hui un communiqué de presse du ministre qui annonce une entente de 30 millions de dollars pour la construction et l'amélioration de routes dans le nord de l'Alberta. Tant mieux pour l'Alberta,

*L'ajournement*

elle en a bien besoin, mais combien de temps les habitants de Terre-Neuve devront-ils attendre avant de recevoir l'appui financier nécessaire pour leur donner la structure en matière de transport qui est tellement essentielle à notre économie future?

● (2210)

Hier encore, le ministre a dit en répondant à une de mes questions que par suite de réunions avec les ministres des transports de provinces de l'Atlantique, on avait conclu un accord en vue de transférer les fonds d'autres programmes au programme de consolidation des routes dans la région de l'Atlantique. J'espère sincèrement que ce projet se réalisera et, bien qu'il soit probable que la commission royale entreprenne son étude, j'espère que le ministre exigera, comme il me l'a déjà dit, que la commission se reporte à l'étude du couloir routier et que cette étude constituera un facteur important dont on tiendra compte pour éviter tout autre retard.

Même si les études de transport causeront d'autres retards, il est extrêmement important d'améliorer d'urgence les routes de Terre-Neuve, qu'on accepte ou non dans l'ensemble une politique pour la province qui se conformera à la nouvelle politique globale des transports du Canada qui, je l'espère, sera à l'avantage de tous les Canadiens.

J'espère que le secrétaire parlementaire du ministre, qui est très compétent, sera en mesure de me fournir des réponses que je pourrai transmettre aux habitants de Terre-Neuve et qu'il leur garantira que le gouvernement qu'il représente fournira le réseau de transports nécessaire.

**M. Marcel Roy (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je veux remercier l'honorable député d'avoir évoqué cet important problème. Je saisis ce soir l'occasion de m'exprimer à ce sujet pour deux raisons: d'abord à cause de l'importance du problème lui-même, mais aussi parce que l'honorable député l'a évoqué en une journée historique pour tous les Canadiens. Le président du Conseil privé (M. MacEachen) a dit aujourd'hui, au cours de la période des questions, que le premier ministre (M. Trudeau) avait rendu une visite officielle au président des États-Unis.

Les ministres de la région atlantique responsables des voies de communication se sont entretenus le 10 mars 1976 avec le ministre des Transports (M. Lang) à Ottawa. Ils lui ont présenté un mémoire conjoint concernant un programme d'aide aux voies de communication réparti sur dix ans qui permette aux provinces de développer et d'améliorer le réseau routier essentiel de la région atlantique, y compris la Transcanadienne. Il était aussi question dans la proposition d'effectuer des travaux de réfection sur plus de 2,000 milles de routes à grande circulation dans les quatre provinces.

Dans les mois qui ont suivi la présentation de ce mémoire, Transport Canada a entrepris de faire l'analyse économique des projets que les provinces atlantiques considéraient comme étant tout à fait prioritaires. Comme le député peut s'en rendre compte, ce travail a pris beaucoup de temps à cause du nombre de projets et de la nécessité de réunir des données sur lesquelles fonder une analyse exacte.